

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le **18 AVR. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE ex: SR IMMOBILIER**

79 boulevard Malesherbes  
75008 Paris

Références : D2025-~~566~~  
Code AIOT : 0006522620

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE ex: SR IMMOBILIER implanté 17 rue Pierre Josse 91070 Bondoufle. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI II LAST MILE LOGISTICS FRANCE ex: SR IMMOBILIER
- 17 rue Pierre Josse 91070 Bondoufle
- Code AIOT : 0006522620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Europool System loue des locaux sur la commune de Bondoufle à l'entreprise SCI II LAST MILE LOGISTICS (titulaire de l'autorisation d'exploiter). L'entreprise Europool System est spécialisée dans le nettoyage de caisses plastique ayant contenu des produits alimentaires. Sur le site de Bondoufle elle réalise le stockage et le lavage de caisses ayant contenu des fruits et légumes ainsi que de la viande. Les caisses une fois lavées sont renvoyées pour utilisation auprès de ses clients.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                             | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4  | AUTOSURVEILLANCE DES REJETS                           | Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.5.2     | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 5  | REJEUX AQUEUX   | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.4.2.1   | Mise en demeure, respect de prescription   | 6 mois                |
| 6  | VLE POUR LES REJETS                                   | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.4.2.1   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 7  | ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.2.1.4.2 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 9  | ÉTAT DES STOCKS                                       | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.2.2     | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 10 | VÉRIFICATIONS PERIODIQUES                             | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.6.3     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 11 | ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION                             | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | SITUATION ADMINISTRATIVE RUBRIQUE 2795-1   | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 2  | SITUATION ADMINISTRATIVE RUBRIQUE 2663-2-c | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 3  | RÈGLES D'IMPLANTATION DE L'ENTREPÔT        | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.5   | Sans objet        |
| 8  | MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES    | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 7.2.3 | Sans objet        |
| 12 | FOUDRE                                     | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.4.4 | Sans objet        |
| 13 | CONFINEMENT                                | Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.5.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis quatre ans, l'exploitant connaît, pour plusieurs paramètres de qualité des rejets aqueux, des dépassements réguliers des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) prescrites dans l'arrêté préfectoral du 11/02/2021. Considérant ces dépassements et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées.

Un système de réutilisation de l'eau par le biais d'un traitement d'eau permettrait de respecter les

VLE. Ce projet est prévu pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2026. Un porter à connaissance est attendu sur ce projet.

Une nouvelle machine destinée à enlever les étiquettes sur les caisses plastique est également projetée à horizon mai 2025. De la même façon, un porter à connaissance est attendu avant la réalisation du projet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE RUBRIQUE 2795-1

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation de lavage autorisée est un équipement de lavage de bacs plastiques nécessitant l'utilisation de 120 m <sup>3</sup> d'eau au maximum par jour.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a évoqué un projet, à horizon mai 2025, d'une nouvelle machine pour enlever les étiquettes présentes sur les bacs plastique (Power Jet). Cette machine nécessiterait l'utilisation de 20 à 25 m <sup>3</sup> d'eau par jour, portant la consommation journalière maximum à 140 voire 145 m <sup>3</sup> d'eau. Cette augmentation de la consommation d'eau journalière serait temporaire, puisqu'un deuxième projet de réutilisation de l'eau (par le biais d'un traitement des eaux usées) est prévu à horizon 1 <sup>er</sup> trimestre 2026. Ce deuxième projet conduirait à une réutilisation de 70 % de l'eau consommée, permettant ainsi de respecter les 120 m <sup>3</sup> d'eau au maximum par jour.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Concernant le premier projet (machine Power Jet), l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance (PAC) conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation (notamment impacts sur les rejets aqueux, accord de principe du gestionnaire de réseau sur l'augmentation du volume maximal autorisé rejeté...) avant sa réalisation.<br>Si l'augmentation de capacité sollicitée dépasse les 20 m <sup>3</sup> /j, l'exploitant devra également fournir une demande d'examen au cas par cas (Cerfa N° 14734 * 04).<br>L'examen du dossier par l'inspection des installations classées permettra de dire si la modification est substantielle ou non.<br><br>Concernant le deuxième projet (réutilisation de l'eau), cf. point de contrôle n°5. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |



**N° 2 : SITUATION ADMINISTRATIVE RUBRIQUE 2663-2-c**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le volume de stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale utilitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) est de 9000 m <sup>3</sup> maximum (deux cellules).                  |
| <b>Constats :</b><br><br>Une extraction des volumes de bacs plastique a été demandée, le jour de l'inspection : 6900 m <sup>3</sup> de bacs plastique propres étaient stockés et 730 m <sup>3</sup> de bacs plastique sales, soit un total de 7630 m <sup>3</sup> , en conformité avec l'arrêté préfectoral du 11/02/2021. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : RÈGLES D'IMPLANTATION DE L'ENTREPÔT**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 1.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, aucun stockage extérieur n'a été observé. L'exploitant a confirmé ne pas stocker à l'extérieur.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 4 : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.5.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour le suivi des eaux de process (point de rejet EU3) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Volume moyen journalier : en continu et trimestrielle</li><li>- pH : en continu et trimestrielle</li><li>- Température : en continu et trimestrielle</li></ul> |

**Constats :**

L'exploitant a présenté le process de traitement d'eau en place. Une vanne de barrage est asservie à un thermomètre, permettant de stopper le rejet au réseau en cas de dépassement de la valeur limite de 25°C de l'arrêté préfectoral. Concernant le pH, un contrôle est réalisé à chaque poste. Les moyens mis en œuvre ne permettent pas de mesurer le pH en continu tel que l'exige l'arrêté préfectoral. Ils ne permettent pas non plus de stopper le rejet au réseau en cas de dépassement des seuils de pH autorisés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour suivre le pH des rejets en continu et stopper ces derniers en cas de dépassement des seuils autorisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : REJEUX AQUEUX**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. [cf. AP]  
[...]

**Constats :**

Le suivi qualitatif des eaux résiduaires depuis 2021 fait apparaître des dépassements fréquents des paramètres température, AOX et Fe+Al et dans une moindre mesure, pH. L'exploitant projette d'installer un équipement de réutilisation de l'eau à horizon 1<sup>er</sup> trimestre 2026. Le système projeté permettrait de traiter les paramètres en dépassement (y compris la température par le biais d'un échangeur qui chaufferait les eaux de lavage). L'exploitant n'a pas présenté de bon de commande pour cet équipement qui doit lui permettre de respecter les Valeurs Limites d'Émissions de son Arrêté Préfectoral.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Après quatre années de rejets non conformes sur plusieurs paramètres, l'exploitant doit se mettre en conformité.

L'exploitant a questionné l'inspection sur les autorisations nécessaires pour la réutilisation de l'eau. Après vérification, la réutilisation de l'eau au sein même d'une ICPE est réglementée par l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement de l'installation. L'exploitant doit donc transmettre un porter à connaissance sur ce deuxième projet, conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement. Le porter à connaissance devra, notamment, traiter des réductions des consommations d'eau, du respect des VLE sur les rejets qui seront plus concentrés et de l'accord de principe du gestionnaire de réseau.



|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                   |

#### N° 6 : VLE POUR LES REJETS

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.4.2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu de se positionner sur l'ensemble des paramètres listés aux points 3 et 4 de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, sans analyses préalables à l'exception du paramètre Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine) (code SANDRE : 1103 / 1173 / 1181 / 1207) pour lequel une analyse est demandée. Ce positionnement doit intervenir dans les six mois suivant la signature du présent arrêté préfectoral. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas présenté les éléments de positionnement concernant les paramètres listés aux points 3 et 4 de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments de positionnement concernant les paramètres listés aux points 3 et 4 de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 7 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 4.2.1.4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[... ] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.<br>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une |

fréquence adaptée. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas présenté les Bordereaux de Suivi de Déchets relatifs au curage des séparateurs d'hydrocarbures. L'exploitant réalise des curages de réseaux mais n'est pas sûr d'avoir réalisé des curages des séparateurs d'hydrocarbures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder au curage des séparateurs d'hydrocarbures et transmettre les Bordereaux de Suivi des Déchets à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : MESURES PERIODIQUES DES NIVEAUX SONORES**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la signature du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée au frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

**Constats :**

Les mesures des niveaux de bruit et de l'émergence ont été réalisées les 9 et 10/12/2021 par Contrôle dB. Les résultats sont conformes aux seuils fixés dans l'Arrêté Préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 9 : ÉTAT DES STOCKS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté la liste des produits dangereux ainsi que les quantités maximum stockées sur site. En cas d'incendie en dehors des heures de fonctionnement du site, c'est la société SECURITAS qui intervient et qui fait, le cas échéant, appel aux services d'intervention et de secours. Cette société n'est pas en possession de la liste des produits dangereux à jour. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit trouver un moyen de tenir la liste à disposition des services de secours et d'incendie, même en cas d'absence du personnel Europool System. Cette liste pourrait utilement être complétée par les quantités de plastique stockées sur le site.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

## N° 10 : VÉRIFICATIONS PERIODIQUES

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.6.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.<br>[...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté les rapports de vérification périodique demandés par l'inspection. Les points suivants ont été relevés par l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>- Aucun essai en simultané n'a été réalisé sur les poteaux incendie (rapport KCD FLAM du 24/12/2024) alors que l'arrêté préfectoral exige un débit en simultané de 240 m³/h pendant 2 heures;</li><li>- Le rapport de vérification du sprinkler du 22/04/2024 par la société ACSI fait état d'un point non-satisfaisant non traité depuis plusieurs visites (vanne de barrage passante);</li></ul> |

- Plusieurs points susceptibles d'entraîner un incendie dans le rapport de vérification des installations électriques (rapport SOCOTEC du 28/06/2024);
- Deux extincteurs HS suite au contrôle de 12/2024 par la société KCD FLAM.

Les preuves de traitement de ces écarts n'ont pas été présentées lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les preuves que ces écarts ont bien été traités.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des appareils à pression

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

La liste présentée n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La liste doit être modifiée conformément à l'arrêté du 20/11/2017 et transmise à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois



|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.4.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>[...]</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ARF et l'étude technique réalisées par 1G Foudre en date du 23/02/2022;</li> <li>- la vérification visuelle en date du 06/10/2023;</li> <li>- la vérification complète en date du 12/09/2024 qui ne mentionne pas d'écart.</li> </ul>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées l'ARF, l'étude foudre et le rapport de la dernière vérification complète.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

## N° 13 : CONFINEMENT

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2021, article 8.5.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, un test de bon fonctionnement a été réalisé sur l'une des vannes de barrage du site. La vanne de barrage s'est fermée correctement. Les consignes affichées sur l'armoire électrique sont claires.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |